

Groupe de travail franco-allemand

Compétitivité et croissance en Europe

Les économies européennes, confrontées à de profonds changements mondiaux, sont en butte à des problèmes économiques internes, attaquées par de nouveaux concurrents et bousculées par des règles du jeu qui évoluent. Dans ce contexte difficile, où l'industrie européenne continue de perdre du terrain au niveau mondial, l'Europe doit faire face à de nouveaux défis en matière de concurrence internationale. 2013 pourrait constituer un tournant, ouvrant sur une reprise durable des économies européennes, si la stabilisation de la zone euro aboutit, si de nouvelles réformes structurelles sont mises en œuvre et si l'Union économique et monétaire se poursuit.

La reprise économique est impossible sans la croissance, laquelle est liée à la compétitivité internationale. Les industries françaises et allemandes considèrent les thèmes suivants comme cruciaux pour retrouver le chemin de la croissance : la politique énergétique, la politique du commerce et de l'investissement, la réglementation des marchés financiers et la politique de financement des entreprises, la politique de concurrence, la politique fiscale et budgétaire ainsi que la politique de l'innovation. Ces thèmes doivent être situés au cœur des politiques européennes et nationales en vue d'optimiser la capacité de l'industrie européenne de contribuer au retour de la croissance durable et de l'emploi.

Politique énergétique

L'énergie constitue un enjeu majeur de l'intégration européenne depuis la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Deux orientations ont ainsi caractérisé l'action de l'Union : la construction d'un marché de l'énergie concurrentiel unique et la lutte contre le changement climatique, laissant malheureusement de côté les aspects essentiels que constituent l'accessibilité, la sécurité et la fiabilité énergétiques. Les coûts croissants de l'énergie en Europe, notamment en Allemagne, conduisent progressivement à un déplacement des industries à forte intensité énergétique et, par conséquent, à la suppression du premier maillon de la chaîne de valeur industrielle. C'est un des risques les plus importants en matière de croissance et de compétitivité pour nos pays. L'Allemagne a pris un tournant unilatéral en matière de politique énergétique en mettant en place un système singulier de tarification de rachat d'électricité et en accordant un accès prioritaire au réseau à la part croissante des énergies renouvelables à production fluctuante. Cette inflexion est contraignante pour les pays voisins. De manière générale, la divergence des conceptions énergétiques nationales n'est pas correctement prise en compte au niveau européen.

Une offre énergétique fiable à des prix compétitifs constitue un préalable indispensable pour renforcer la base industrielle de l'Europe et permettre à ses entreprises d'être concurrentielles sur les marchés mondiaux. Par conséquent, l'Allemagne et la France doivent s'assurer que le processus de transformation devant permettre à l'UE d'offrir une énergie à faible teneur en carbone ne met pas en péril la stabilité de l'offre énergétique ni la force économique de son industrie en raison de coûts trop élevés.

Il est nécessaire de procéder à une révision radicale de l'ensemble des objectifs et des instruments mis en place pour atteindre les visées de 2020 en matière de climat et d'énergie. Le but de la politique climatique ne peut être atteint que s'il conjugue les aspects économiques et écologiques, conduit à élaborer les solutions d'un bon rapport coût-efficacité et ne pèse pas trop lourd sur les secteurs spécifiques particulièrement sensibles aux prix.

Un axe de convergence franco-allemand contribuerait à réorienter l'action européenne vers de faibles émissions de carbone, une énergie fiable et rentable, en tenant compte de la situation économique des fournisseurs, des consommateurs et des industries des secteurs énergétiques.

Domaines d'action

- 1. Une ouverture complète des marchés de l'énergie en France comme en Allemagne est exigée par la loi européenne, sa mise en place constituera un signal fort pour la poursuite de la modernisation et de l'intégration du marché européen.*
- 2. Les droits et les taxes sur l'énergie doivent être réduits et harmonisés. C'est à l'échelle de la planète que l'Allemagne et la France doivent s'organiser en tant que zone de prix concurrentiels de l'énergie destinée à l'industrie européenne.*
- 3. Un resserrement des interconnexions entre les deux marchés, sur la base du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (REGRT-E), doit être proposé.*
- 4. La France et l'Allemagne doivent soutenir un programme commun de stockage de l'énergie, pour le gaz et l'électricité, proposé et mis en œuvre par des entreprises secteurs concernés.*
- 5. L'Europe doit œuvrer en faveur du développement des compétences industrielles et d'un cadre d'action pour le secteur des gaz non conventionnel pour promouvoir une solution européenne commune face au défi que représente l'exploitation de ce type de ressources énergétiques.*
- 6. L'Allemagne et la France doivent favoriser des réseaux industriels dans le secteur des nouvelles énergies pour créer de solides pôles de Petites et*

moyennes entreprises et permettre la montée en puissance de champions européens.

- 7. Les transitions énergétiques allemande et française doivent mettre en place un système qui n'est pas dépendant des importations d'énergie des pays voisins et ne déstabilise pas leurs réseaux par des transferts inopportuns.*

Politique commerciale et politique d'investissement

Le libre accès aux marchés et l'absence de restriction des échanges sont deux aspects importants d'une Europe compétitive. Par conséquent, l'ouverture des marchés, la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires, la libéralisation de l'accès aux marchés publics et à l'investissement privé ainsi que l'harmonisation internationale des normes et règlements doivent constituer des objectifs de premier ordre de la politique commerciale européenne.

Les négociations bilatérales actuelles entre l'UE et l'Inde et le Japon, les négociations à venir entre l'UE et les États-Unis concernant un accord de libre-échange, ainsi que la prochaine période de négociation de l'Organisation mondiale du commerce, créent un contexte dans lequel la réflexion sur notre stratégie commerciale internationale d'ensemble est urgente. De même, certaines questions non résolues ou en instance, comme l'accès aux matières premières (en particulier, les matières premières sensibles) pour les entreprises européennes dans des pays tiers doivent être débattues prochainement aux niveaux européen et multilatéral. Une initiative à cet égard, émanant de la France et de l'Allemagne, contribuerait à la mise en place d'une stratégie avantageuse pour les entreprises européennes.

Domaines d'action

- 8. La France et l'Allemagne devraient adopter un point de vue commun pour une politique commerciale de l'Union européenne qui soutienne l'OMC, attachée à la libéralisation multilatérale des échanges (en concluant par exemple les négociations sur la simplification des échanges) et améliore l'accès aux marchés émergents.*
- 9. La France et l'Allemagne devraient coordonner leur action sur l'actualisation de la stratégie sur les matières premières de l'UE, sur la révision de la Directive européenne sur la transparence, sur l'exactitude et la compatibilité, comptables sur le commerce des matières premières et des minerais provenant de zones de conflit ; la politique commerciale contre les restrictions d'accès aux sources de matières premières.*
- 10. L'Allemagne et la France devraient élaborer des propositions conjointes sur la politique commerciale de l'UE, notamment en faveur d'un partenariat*

commercial et d'investissement d'ensemble ambitieux avec les États-Unis, fondé sur une stratégie offensive, couvrant tous les secteurs économiques et notamment les questions suivantes : normes et réglementations, marchés publics, simplification des échanges, services financiers, suppression de l'approche extraterritoriale, libreaccès des Investissements directs étrangers et une meilleure protection de l'investissement.

- 11. La France et l'Allemagne devraient refuser un nouveau renforcement de la réglementation spécifique UE/OCDE pour les entreprises européennes, qui pourrait fausser la concurrence avec les entreprises des pays non membres de l'UE/OCDE.*
- 12. La France et l'Allemagne devraient insister sur une approche progressive et conditionnelle dans les négociations d'un accord de libre-échange avec le Japon centré sur les restrictions non tarifaires.*

Le financement des entreprises et la réglementation des marchés financiers

La crise des marchés financiers a mis au jour de graves lacunes dans leur cadre réglementaire : la réglementation doit donc être adaptée. Afin d'éviter que les entreprises européennes ne souffrent de désavantages concurrentiels, il est essentiel de s'orienter vers des réglementations mondiales. Étant donné la mise en œuvre prochaine des ambitieuses normes Bâle III et Solvabilité II, étant donné également les projets concernant une réglementation renforcée pour le secteur bancaire, il est devenu impératif de trouver de nouvelles façons innovantes d'assurer un financement efficace pour le développement des entreprises, en particulier en Europe. La France et l'Allemagne devraient être aux commandes sur cette question et prendre l'initiative dans l'élaboration des propositions.

Domaines d'action

- 13. La France et l'Allemagne devraient entreprendre une étude globale sur les effets macro-économiques cumulés des normes Bâle III et Solvabilité II ainsi que de toutes les nouvelles réglementations en matière de financement des entreprises.*
- 14. Les deux pays devraient proposer un recalibrage des exigences en matière de fonds propres pour les placements réalisés par les assureurs dans des titres adossés à des créances, des actions et l'immobilier.*

15. *Le système bancaire universel dans l'Union européenne, qui fournit aux entreprises des solutions de financement complètes et économiques au moyen d'un guichet unique, doit être maintenu.*
16. *Les règles comptables et prudentielles devraient être réformées en vue de prendre en compte les spécificités des investisseurs de long terme.*
17. *La France et l'Allemagne devraient accroître l'influence de l'UE au sein du Comité des normes comptables internationales ; disposer d'un mécanisme de suivi de ses résultats et chercher à y favoriser le développement des normes qui correspondent aux besoins de l'économie réelle.*

Politique de la concurrence

Axer une initiative de croissance européenne sur l'industrie et les services liés à l'industrie implique que l'Europe adopte une position réaliste sur les marchés mondiaux et face à la mondialisation. La politique de la concurrence doit donc prendre en compte l'environnement international, qui connaît de profonds bouleversements. Les marchés mondiaux sont de plus en plus concurrentiels, la concurrence est non seulement à l'œuvre entre les entreprises privées, mais aussi entre les économies en tant que lieux d'investissement et en tant que nations exportatrices. Des concurrents font leur apparition dans des zones économiques qui ne sont pas soumises aux mêmes restrictions réglementaires de la concurrence ou de directives sur l'aide publique. Avec ou sans aides publiques directes ou indirectes, les entreprises des pays émergents peuvent devenir des acteurs clés sur les marchés européens. C'est la prise de conscience de la dynamique de la concurrence plutôt que de sa nature figée et de l'horizon où elle s'applique, qui met en lumière la mondialisation des marchés et la vitesse de leur développement.

Domaines d'action

18. *L'Europe doit élargir sa conception de marché pertinent. D'emblée, elle doit prendre en compte l'horizon des marchés mondiaux (et non européens, nationaux ou locaux).*
19. *La capacité de concurrents potentiels non européens à s'attaquer aux positions sur le marché européen doit être prise en compte lors de l'évaluation de l'impact des fusions d'entreprises européennes.*
20. *La période d'évaluation pour l'entrée éventuelle de concurrents doit être étendue, tout comme la durée de l'étude des gains d'efficacité résultant d'une concentration.*

21. *La France et l'Allemagne doivent faire le point sur l'encadrement général des aides par la Commission européenne, notamment sur le seuil à partir duquel les aides publiques doivent être notifiées à la Commission.*
22. *L'Union européenne doit éviter d'introduire de nouvelles propositions législatives susceptibles de nuire aux investissements, comme les procédures d'« actions collectives » dans le cadre de la concurrence européenne.*
23. *Il convient de lutter résolument contre tout comportement anticoncurrentiel, et de promouvoir tout comportement favorable à la compétitivité. Les autorités de la concurrence doivent encourager activement les efforts des entreprises pour se conformer aux règles de la concurrence, moyennant par exemple une réduction des amendes.*

Politiques budgétaires et fiscales

Les déficits budgétaires et les taux d'endettement croissants sont parmi les causes majeures de l'aggravation de la crise financière et économique qu'ont connue les pays de la zone Euro en 2011 et 2012. A court et moyen termes, la zone euro ne peut parvenir à un redressement de sa situation que par le respect du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la discipline budgétaire. L'efficacité des dépenses publiques doit en permanence faire l'objet d'une surveillance rigoureuse. L'offre de services publics doit être mise en concurrence avec les propositions du secteur privé.

Sur le long terme, des objectifs politiques plus ambitieux, ayant pour finalité une Europe économiquement et financièrement mieux intégrée, doivent être fixés : notamment, la convergence fiscale entre les pays européens, ou tout du moins ceux de la zone euro est une tâche nécessaire, à laquelle il faut s'appliquer en priorité. La France et l'Allemagne doivent jouer un rôle moteur dans cette entreprise et donner l'exemple au reste de l'Union. La convergence franco-allemande doit comporter des réformes structurelles, éviter des charges supplémentaires sur le capital et d'autres facteurs de production, et améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Il convient surtout de réduire la charge fiscale qui entrave actuellement, comparativement à d'autres pays, la rentabilité et le développement des entreprises.

Domaines d'action

24. *Mettre en œuvre et respecter de manière rigoureuse le Traité sur la stabilité, la coordination et la Gouvernance (TSCG), qui représente une avancée majeure en termes de gestion des politiques budgétaires nationales.*
25. *Réduire en priorité les dépenses publiques en France et en Allemagne : la dépense publique et la réglementation doivent favoriser les investissements*

favorables à la croissance. Le développement des partenariats public/privé (PPP) pourrait améliorer l'efficacité en matière d'infrastructures.

26. Les recommandations de la Commission au sujet des programmes de réforme nationaux doivent faire l'objet d'accords contractuels exécutoires.

27. La France et l'Allemagne doivent définir des objectifs de convergence fiscale entre elles dans les trois prochaines années. Les deux Gouvernements doivent réduire les taxes sur les facteurs de production tels que l'énergie, les matières premières ou le travail. La fiscalité doit porter sur les revenus professionnels plutôt que sur le capital et les possessions.

28. Un régime fiscal de groupe souple est crucial pour assurer une compatibilité internationale et ne pas empêcher les partenariats.

Politique de l'innovation

D'un point de vue macroéconomique, le financement public des nouvelles technologies doit présupposer la création de valeur. Dans un contexte planétaire d'innovations, l'Europe doit mettre en place un cadre de financement à long terme, protéger la propriété intellectuelle et appuyer des mesures appropriées sur la cyber-sécurité. L'innovation n'est plus l'apanage de quelques pays de l'OCDE. L'intensification de la concurrence internationale en matière de recherche et de développement oblige les pays européens à s'adapter en conséquence et à prendre des mesures immédiates et décisives, tout en révélant leurs intérêts communs.

Le futur huitième Programme-cadre européen pour la Recherche et l'innovation « Horizon 2020 » doit, afin d'améliorer durablement la compétitivité de l'économie européenne, inverser la tendance en matière de participation des entreprises. Si presque 40 pour cent des ressources du quatrième Programme-cadre du milieu des années 1990 ont été attribuées aux entreprises, cette proportion est tombée à moins de 25 pour cent dans le septième Programme-cadre. C'est un juste équilibre entre science et entreprises qui permettra à la recherche de créer les emplois et la croissance dont l'Europe a besoin aujourd'hui.

Domaines d'action

29. La Commission doit inciter chaque Etat-membre à mettre en place un système de crédit d'impôt recherche. La décision de la France de sanctuariser cette mesure est un acquis majeur.

30. La France et l'Allemagne doivent accroître la contribution de l'industrie au financement de la recherche et de l'innovation pour l'Europe, par exemple en créant une procédure accélérée dans le cadre d'Horizon 2020 qui permet

d'obtenir rapidement une décision d'octroi de subvention. Il faut renforcer les structures de capital-risque dans le financement de l'innovation.

- 31. Les deux pays doivent prendre des mesures supplémentaires pour défendre et promouvoir la propriété intellectuelle européenne, tandis que s'intensifie la concurrence en matière de recherche et développement et que les brevets deviennent des atouts économiques majeurs.*
- 32. Les programmes innovants proposés par les entreprises doivent être soutenus. Ces programmes pourraient être mis en œuvre, par exemple, par la création d'un cadre fiscal en faveur des jeunes pousses.*

De plus, les réformes du marché du travail sont essentielles pour améliorer la compétitivité, mais elles sont aussi étroitement liées aux questions sociales. Ces deux points ont été évoqués dans la déclaration conjointe de la *Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände* (BDA), du *Bundesverband der Deutschen Industrie* (BDI) et du Mouvement des entreprises de France lors du 50^e anniversaire du traité de l'Elysée, mais vont au-delà du mandat de ce Groupe de travail. Dans un contexte plus général, la transition des jeunes de l'éducation à l'emploi est difficile dans certains pays-membres de l'Union. En raison des changements démographiques et de la pénurie de main d'œuvre qualifiée dans nos pays, il importe de faire appel à l'intégralité de la population en âge de travailler. Les pays qui ont adopté à la fois des réformes structurelles d'atténuation des rigidités du marché du travail et des systèmes d'apprentissage de qualité réussissent à mieux intégrer les jeunes dans le marché du travail. C'est sur cette base que le futur Groupe de travail franco-allemand des partenaires sociaux doit élaborer un programme de réforme.

Deutsch-Französische Arbeitsgruppe

Wettbewerbsfähigkeit und Wachstum

Die europäische Wirtschaft durchläuft gegenwärtig einen tiefgreifenden globalen Wandel, der sie mit neuen Wettbewerbern, veränderten Spielregeln und internen Wirtschaftsproblemen konfrontiert. In diesem schwierigen Kontext, in dem die europäische Industrie weltweit an Einfluss verliert, muss sich Europa hinsichtlich seiner internationalen Wettbewerbsfähigkeit neuen Herausforderungen stellen.

2013 könnte der Wendepunkt für einen langanhaltenden Aufschwung der europäischen Wirtschaft werden, wenn die Stabilisierung des Euro gelingt, weitere Strukturreformen durchgeführt werden und die Wirtschafts- und Währungsunion fortgesetzt wird. Demzufolge ist wirtschaftlicher Aufschwung ohne Wachstum undenkbar, welches seinerseits internationale Wettbewerbsfähigkeit voraussetzt. Die deutsche und die französische Industrie halten zur Erreichung dieses Ziels folgende Politikbereiche für maßgeblich: Energiepolitik, Handels- und Investitionspolitik, Unternehmensfinanzierung und die Regulierung der Finanzmärkte, Wettbewerbspolitik, Haushalts- und Steuerpolitik sowie Innovationspolitik. Diese Themen müssen im Fokus europäischer und nationaler politischer Maßnahmen stehen mit dem Ziel, die europäische Industrie bestmöglich in die Lage zu versetzen, ihren Beitrag zu einer Rückkehr zu nachhaltigem Wachstum und Beschäftigung zu leisten.

Energiepolitik

Seit der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS) steht das Thema Energie im Mittelpunkt des europäischen Einigungswerks. Seither hat die Europäische Union zwei Hauptrichtungen eingeschlagen: das Streben nach einem einheitlichen, äußerst wettbewerbsfähigen europäischen Energiemarkt und die Bekämpfung des Klimawandels, wobei bedauerlicherweise die entscheidenden Aspekte der finanziellen Tragbarkeit, Sicherheit und Zuverlässigkeit außer Acht gelassen wurden. Steigende Energiekosten in Europa, insbesondere in Deutschland, führen in zunehmendem Maße zu einer Verlagerung energieintensiver Industrien und damit zu einem Abbau der ersten Stufe einer breitgefächerten industriellen Wertschöpfungskette. Diese Entwicklung stellt eines der größten Risiken für die Wettbewerbsfähigkeit und das Wachstum in unseren Ländern dar. Die von Deutschland im Alleingang betriebene Wende in der Energiepolitik mit ihrem Einspeisevergütungssystem und einem stark ansteigenden Anteil fluktuierender Erneuerbarer Energien, denen ein vorrangiger Netzzugang eingeräumt wird, lasten

auf seinen Nachbarländern. Die Unterschiede zwischen nationalen Energiekonzepten werden auf europäischer Ebene nicht adäquat angegangen.

Eine zuverlässige Energieversorgung zu wettbewerbsfähigen Preisen stellt eine unverzichtbare Voraussetzung für die Stärkung Europas als Industriestandort und für die Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit europäischer Unternehmen auf den Weltmärkten dar. Deutschland und Frankreich müssen deshalb dafür Sorge tragen, dass der Umgestaltungsprozess innerhalb der EU zugunsten eines CO₂-armen Energieangebotes weder die Stabilität der Energieversorgung noch infolge hoher Energiekosten die wirtschaftliche Stärke der europäischen Industrie gefährdet.

Die große Auswahl an Zielen und Instrumenten zur Erreichung der Energie- und Klimaziele im Jahr 2020 bedürfen einer grundlegenden Überarbeitung. Die Auswirkungen klimapolitischer Ziele können nur dann effektiv sein, wenn sie wirtschaftliche und umweltpolitische Aspekte miteinander verknüpfen, Anreize für kosteneffiziente Lösungen anbieten und bestimmte, besonders preisanfällige Wirtschaftszweige nicht übermäßig belasten.

Eine deutsch-französische Konvergenzachse würde dazu beitragen, europäische Klimaschutzpolitik zugunsten einer zuverlässigen und erschwinglichen Energie unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Lage von Versorgern, Verbrauchern und nahestehenden Industriezweigen neu auszurichten.

Aktionsfelder

- 1. Die europäische Gesetzgebung fordert eine vollständige Öffnung des französischen und des deutschen Strommarktes. Dies wird ein starkes Signal für die weitere Modernisierung und Integration des europäischen Marktes setzen.*
- 2. Steuern und Abgaben auf Energie müssen gesenkt und harmonisiert werden. Deutschland und Frankreich sollten eine global wettbewerbsfähige Preiszone für industriell genutzte Energie in Europa festlegen.*
- 3. Auf der Grundlage des gemeinschaftsweiten Netzentwicklungsplans (ENTSO-E) müssen in den nächsten zehn Jahren engere physische Verbindungen (Netzanschlüsse) zwischen beiden Märkten geschaffen werden.*
- 4. Beide Länder sollten für Erdgas und Strom ein gemeinsames Energiespeicherprogramm unterstützen, das von den Energieversorgungsunternehmen vorgeschlagen und umgesetzt wird.*
- 5. Europa sollte branchenspezifisches Know-how und einen politischen Rahmen für die nichtkonventionelle Gasgewinnung entwickeln, um eine gemeinsame europäische Lösung für die Erschließung dieser Energieform zu fördern.*

6. *Beide Länder sollten Branchennetzwerke im Bereich Erneuerbarer Energien einrichten, um auf diese Weise starke KMU-Cluster zu schaffen und zu der Herausbildung europäischer Marktführer beizutragen.*
7. *Die deutsche und französische Übergangsphase in der Energieversorgung muss die Planung eines Energiesystems beinhalten, das weder von Energieimporten aus Nachbarstaaten abhängig ist noch ihre Netze durch ungewollte Übertragungen destabilisiert.*

Handels- und Investitionspolitik

Ein wettbewerbsfähiges Europa muss ein maßgebliches Interesse an einem freien Zugang zu den Märkten und an uneingeschränktem Handel haben. Die Öffnung der Märkte, der Abbau von Zollschränken und anderen Handelshemmnissen, die Liberalisierung des Zugangs zu öffentlicher Auftragsvergabe und Privatinvestitionen ebenso wie international harmonisierte Normen und Vorschriften müssen vorrangige Ziele der europäischen Handelspolitik sein.

Die aktuell laufenden bilateralen Verhandlungen zwischen der EU und Indien bzw. Japan schaffen neben den kommenden Verhandlungen zwischen der EU und den Vereinigten Staaten über ein Freihandelsabkommen und der nächsten WTO-Verhandlungsperiode einen Rahmen, in dem derartige Überlegungen hinsichtlich allgemeiner internationaler Geschäftsmodelle ebenso relevant wie dringlich werden. Überdies erfordern bisher ungelöste Probleme, etwa der Zugang europäischer Unternehmen zu Rohstoffen in Drittstaaten (und insbesondere in den sensiblen Ländern), in naher Zukunft verstärkter Behandlung auf europäischer und multilateraler Ebene. Eine deutsche und französische Initiative in dieser Hinsicht könnte dazu beitragen, eine profitable Strategie für europäische Unternehmen auszuarbeiten.

Aktionsfelder

8. *Frankreich und Deutschland sollten eine gemeinsame Vision für die EU-Handelspolitik entwickeln, welche die World Trade Organization (WTO) in den Vordergrund stellt, sich weiterhin für eine multilaterale Liberalisierung des Handels einsetzt (zum Beispiel durch den Abschluss von Verhandlungen zu Handelserleichterungen) und den Zugang zu aufstrebenden Märkten verbessert.*
9. *Frankreich und Deutschland sollten ihre Anstrengungen hinsichtlich folgender Themen aufeinander abstimmen: Aktualisierung der europäischen Rohstoffstrategie; Überarbeitung der EU-Richtlinie über Transparenz, Rechenschaftspflicht und Kompatibilität; Handel mit Rohstoffen und*

Bodenschätzen aus Krisengebieten; Handelspolitik zur Überwindung der Zugangsbeschränkungen zu Rohstoffquellen.

- 10. Beide Länder sollten gemeinsame Vorschläge für eine europäische Handelspolitik ausarbeiten, insbesondere zugunsten einer ehrgeizigen und weitreichenden Handels- und Investitionspartnerschaft mit den USA auf der Grundlage einer offensiven, alle Wirtschaftszweige umfassenden Annäherung, insbesondere in folgenden Bereichen: Normen und Regelwerke, öffentliches Auftragswesen, Handelserleichterung, Finanzdienstleistungen, Abschaffung eines extraterritorialen Ansatzes, freier FDI-Zugang und verbesserter Investitionsschutz.*
- 11. Frankreich und Deutschland sollten eine weitere Verschärfung von EU- bzw. OECD-spezifischen Vorschriften für europäische Unternehmen ablehnen. Eine derartige Entwicklung würde eine Verzerrung des Wettbewerbs mit Unternehmen aus Ländern außerhalb der EU bzw. der OECD nach sich ziehen.*
- 12. Beide Länder sollten in den Verhandlungen über ein Freihandelsabkommen mit Japan auf eine sukzessive, konditionierte Annäherung bestehen und dabei den Fokus auf nichttarifäre Handelshemmnisse lenken.*

Unternehmensfinanzierung und Finanzmarktregulierung

Die Finanzmarktkrise hat ernsthafte Schwächen im Gesetzesrahmen des Finanzsystems aufgedeckt. Gesetzliche Vorschriften müssen jedoch angemessen sein. Zur Vermeidung von Wettbewerbsnachteilen für europäische Unternehmen ist es entscheidend, weltweit geltende Bestimmungen anzustreben. Im Rahmen der bevorstehenden Umsetzung der ehrgeizigen Basel III- und Solvency II-Normen und der Vorhaben zugunsten einer zusätzlichen Verschärfung der Vorschriften im Bankensektor ist es unumgänglich geworden, neue und innovative Wege zu finden, um insbesondere in Europa eine effiziente Finanzierung der Unternehmensentwicklung sicherzustellen. Frankreich und Deutschland sollten als treibende Kräfte auf diesem Gebiet wirken und die Federführung in der Ausarbeitung von Vorschlägen übernehmen.

Aktionsfelder

- 13. Frankreich und Deutschland sollten eine umfassende Studie über die kumulativen volkswirtschaftlichen Auswirkungen von Basel III und Solvency II sowie aller neuen Finanzvorschriften zur Unternehmensfinanzierung vornehmen.*

14. *Beide Länder sollten eine Neuabstimmung des Finanzierungsbedarfs für Investitionen von Versicherern in den Bereichen Asset Backed Securities, Aktien und Immobilien vorschlagen.*
15. *Das Universalbankensystem in der EU, welches Unternehmen umfassende und kosteneffiziente finanzielle Lösungen in Form einer zentralen Anlaufstelle anbietet, muss erhalten bleiben.*
16. *Buchführungs- und Aufsichtsvorschriften sollten reformiert werden, um den besonderen Anforderungen langfristiger Anleger gerecht zu werden.*
17. *Frankreich und Deutschland sollten den Einfluss der EU im International Accounting Standards Board (IASB) vorantreiben, über einen Kontrollmechanismus für dessen Ergebnisse verfügen und sich auf die Entwicklung von Standards konzentrieren, die den Erfordernissen der Realwirtschaft Rechnung tragen.*

Wettbewerbspolitik

Den Fokus auf eine europäische Wachstumsinitiative für Industrie und industriegebundene Dienstleistungen zu richten bedeutet, dass Europa einen stärkeren Standpunkt gegenüber den Weltmärkten und der Globalisierung vertreten muss. Wettbewerbspolitik muss von daher das internationale Umfeld berücksichtigen, das gegenwärtig tiefgreifende Veränderungen durchläuft. Globale Märkte zeichnen sich zunehmend nicht nur durch Wettbewerb zwischen Privatunternehmen, sondern auch zwischen Volkswirtschaften als Investitionsstandorte und Exportnationen aus. Internationale Wettbewerber entwickeln sich in Wirtschaftszonen, die nicht denselben gesetzlichen Wettbewerbsbeschränkungen oder Vorschriften über staatliche Hilfen unterliegen. Mittels direkter oder indirekter staatlicher Förderungen, aber auch ohne diese, können Unternehmen aus Schwellenländern Schlüsselakteure auf europäischen Märkten werden. Eine angemessene Betrachtung der relevanten Marktausdehnung, seiner dynamischen Form anstelle seiner statischen Ausprägung, könnte der Globalisierung der Märkte und ihren Entwicklungsgeschwindigkeiten gerecht werden.

Aktionsfelder

18. *Europa muss seine Wahrnehmung eines relevanten Marktes erweitern und sollte der Bedeutung weltweiter Märkte (anstelle europäischer, nationaler und lokaler Märkte) konsequent Rechnung tragen.*
19. *Die Fähigkeit nichteuropäischer potentieller Wettbewerber, bestehende Marktstellungen in Europa herauszufordern, sollte bei der Untersuchung der*

Auswirkung von Zusammenschlüssen europäischer Unternehmen in Betracht gezogen werden.

- 20. Die Kontrollfrist für den potentiellen Eintritt von Wettbewerbern und die Prüfungsdauer von Effizienzzuwächsen aus Unternehmenskonzentrationen sollten ausgeweitet werden.*
- 21. Frankreich und Deutschland sollten den allgemeinen Rahmen für staatliche Förderungen seitens der Europäischen Kommission überprüfen, einschließlich der Möglichkeit einer Neuanpassung der Schwelle, unterhalb derer staatliche Unterstützungen der Kommission gegenüber nicht meldungspflichtig sind.*
- 22. Die Europäische Union sollte keine neuen Gesetzesentwürfe ausarbeiten, die sich schädlich auf Investitionen auswirken, etwa den europäischen Wettbewerb betreffende Sammelklagen.*
- 23. Wettbewerbsfeindliches Verhalten muss streng geahndet werden, während wettbewerbsfreundliches Verhalten gefördert werden muss. Die Wettbewerbsbehörden sollten effektive Compliance-Bemühungen von Unternehmen aktiv unterstützen, z.B. mittels möglicher Strafminderungen.*

Haushalts- und Steuerpolitik

Haushaltsdefizite und wachsende Verschuldungsquoten sind Hauptgründe für die Finanz- und Wirtschaftskrise, die der Euro und die Staaten der Euro-Zone in den Jahren 2011 und 2012 erlebt haben. Kurz- und mittelfristig kann eine Erholung der Eurozone nur durch eine vollständige Umsetzung des Vertrags über Stabilität, Koordinierung und Steuerung (TSCG) sowie Haushaltsdisziplin erreicht werden. Die Effizienz öffentlicher Ausgaben muss jederzeit strengen Kontrollen unterliegen. Das öffentliche Dienstleistungsangebot muss im Wettbewerb mit Initiativen und Angeboten der Privatwirtschaft stehen.

Längerfristig betrachtet sollten ehrgeizigere politische Ziele zugunsten eines wirtschaftlich und finanziell integrierten Europas angestrebt werden: unter diesen Zielen ist die fiskalische Konvergenz der EU-Länder, mindestens aber der Länder der Eurozone, eine komplexe, aber absolut notwendige Aufgabe, deren Lösung eine Priorität darstellen muss. Frankreich und Deutschland sollten bei diesen Bemühungen die Führung übernehmen und den anderen Mitgliedsländern beispielhaft vorangehen. Eine deutsch-französische Abstimmung muss Strukturreformen beinhalten, zusätzliche Belastungen des Kapitals und anderer Produktionsfaktoren vermeiden sowie die Effizienz öffentlicher Ausgaben erhöhen. Diese Übung sollte vornehmlich dem Abbau von steuerlichen Belastungen dienen, die im Vergleich zu anderen Ländern die Wirtschaftlichkeit und Entwicklung von Unternehmen gegenwärtig einschränken.

Aktionsfelder

24. *Umsetzung und strenge Einhaltung des Vertrags über Stabilität, Koordinierung und Steuerung (TSCG), der einen Durchbruch für die Umsetzung nationaler fiskalischer Maßnahmen darstellt.*
25. *Der Abbau der Staatsausgaben sollte in Deutschland und Frankreich eine Priorität darstellen: staatliche Aufwendungen und Regulierung müssen wachstumsgenerierende Investitionen begünstigen. Die Stärkung Öffentlich-Privater Partnerschaften (ÖPP) kann zu einer signifikanten Effizienzsteigerung auf dem Gebiet des Ausbaus der Verkehrsinfrastruktur beitragen.*
26. *Die Empfehlungen der Kommission hinsichtlich nationaler Reformprogramme sollten ihren Niederschlag in verpflichtenden Vertragsvereinbarungen finden.*
27. *Frankreich und Deutschland sollten über die nächsten drei Jahre fiskalische Konvergenzziele miteinander vereinbaren. Beide Regierungen sollten Steuern auf Produktionsfaktoren wie Energie, Rohstoffe und Arbeit senken. Besteuerungen sollten sich auf Erwerbseinkommen anstatt auf Kapital und Besitz konzentrieren.*
28. *Ebenso entscheidend ist ein gemeinsames und flexibles Konzernbesteuerungssystem. Es muss internationale Kompatibilität sichern, ohne Unternehmensbeteiligungen zu verhindern.*

Innovationspolitik

Aus volkswirtschaftlicher Perspektive sollten staatliche Förderungen neuer Technologien eine erhöhte Wertschöpfung zum Ziel haben. In einem globalen Innovationskontext muss Europa einen langfristigen Finanzierungsrahmen für Innovationen schaffen, den Schutz geistigen Eigentums und die Unterstützung adäquater Maßnahmen zugunsten von Cybersicherheit gewährleisten. Innovation ist nicht länger die exklusive Domäne einiger weniger OECD-Länder. Die Intensivierung des internationalen Wettbewerbs im Bereich von Forschung und Entwicklung verpflichtet die europäischen Länder dazu, sich den Gegebenheiten anzupassen, umgehend entschiedene Maßnahmen zu ergreifen und dabei gemeinsame Interessen zu wahren.

Wenn das künftige achte Europäische Rahmenprogramm für Forschung und Innovation „Horizont 2020“ die Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Wirtschaft nachhaltig verbessern will, muss das Programm den Trend auf dem Gebiet der Wirtschaftsbeteiligung umkehren. Während Mitte der 1990er Jahre rund 40 Prozent der Fördermittel des vierten Rahmenprogramms an Unternehmen weitergeleitet wurden, ist dieser Anteil im laufenden siebten Rahmenprogramm auf unter 25

Prozent gesunken. Nur ein angemessenes Gleichgewicht zwischen Wissenschaft und Wirtschaft schafft Arbeitsplätze und Wachstum, derer Europa aktuell bedarf.

Aktionsfelder

29. *Die Kommission sollte alle Mitgliedstaaten dringend dazu anhalten, eine steuerliche Forschungsförderung vorzunehmen. Die französische Entscheidung zugunsten dieser Maßnahme stellt eine bedeutende Errungenschaft dar.*
30. *Frankreich und Deutschland sollten die Beteiligung der Industrie an einer EU-Finanzierung von Forschung und Innovation erhöhen, z.B. durch die Schaffung eines beschleunigten Verfahrens („Fast Track Instrument“) im Rahmen von „Horizont 2020“, das dazu dient, kurzfristige Zuschussentscheidungen zu erwirken. Die Kapitalrisikostrukturen zur Finanzierung von Innovationen müssen verstärkt werden.*
31. *Beide Länder sollten zusätzliche Maßnahmen ergreifen, um europäisches geistiges Eigentum zu schützen und zu fördern angesichts der Tatsache, dass sich der Wettbewerb in Forschung und Entwicklung intensiviert und Patente zu maßgeblichen Vermögenswerten werden.*
32. *Von Unternehmen vorgeschlagene bahnbrechende Programme sollten unterstützt werden. Derartige Programme könnten beispielsweise ihren Niederschlag in der Schaffung von Steuerbegünstigungen für junge Unternehmensgründungen (Steuererleichterungen für Start-ups) finden.*

Darüber hinaus sind Arbeitsmarktreformen zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit von entscheidender Bedeutung. Diese sind jedoch auch maßgeblich mit sozialen Themen verknüpft. Beide waren Gegenstand der gemeinsamen Erklärung von BDA, BDI und *Mouvement des entreprises de France* (MEdeF) zum Anlass des 50. Jahrestages des Elysee-Vertrags, überschreiten allerdings das Mandat dieser Arbeitsgruppe. Allgemein ist festzuhalten, dass in einer Reihe von Mitgliedsstaaten jungen Menschen der Übergang von der schulischen Ausbildung in den Arbeitsmarkt Schwierigkeiten bereitet. Gleichzeitig ist es infolge des Mangels an Fachkräften in unseren Ländern und aufgrund des demographischen Wandels heute wichtiger als je zuvor, das Potential der Bevölkerung im arbeitsfähigen Alter voll auszuschöpfen. Weltweit ist erwiesen, dass Länder, die Strukturreformen zugunsten eines flexibleren Arbeitsmarktes und gleichzeitig qualitativ hochwertige Ausbildungssysteme eingeführt haben, größere Erfolge bei der Eingliederung junger Menschen in den Arbeitsmarkt verzeichnen. Auf dieser Grundlage soll die Deutsch-Französische Arbeitsgruppe der Sozialpartner ein Reformprogramm erarbeiten.

Franco-German Working Group

Competitiveness and Growth

European economies are currently facing deep global changes, confronting them with new competitors, evolving rules of the game and internal economic problems. In this difficult context, European industry is losing ground at the international level. Europe must address these new challenges in order to increase its international competitiveness.

The year 2013 may mark the turning point for a lasting recovery of the European economies if the Eurozone is stabilized, further structural reforms implemented and the Economic and Monetary Union continued. Economic recovery is not possible, however, without growth, which in turn requires international competitiveness. German and French industry regard the following policy fields as essential for achieving this goal: energy policy, trade and investment policy, company financing and financial market regulation policy, competition policy, budgetary and fiscal policy, as well as innovation policy. These issues must be set at the core of European and national policies in order to optimize European industry's ability to help restore the path to sustainable growth and employment.

Energy policy

Energy has been a major topic of European integration since the European Coal and Steel Community (ECSC). Since then, European Union policy has taken two main directions: working towards a single highly competitive energy market and fighting climate change, leaving unfortunately aside the essential aspects of affordability, security and reliability. The rising costs of energy in Europe, in particular in Germany, are gradually leading to a relocation of energy-intensive industries, thus removing the first stage of a comprehensive industrial value chain. This is one of the biggest risks for competitiveness and growth in our countries. The unilateral U-turn of energy policy in Germany with its feed-in-tariff system and a steeply growing share of fluctuating renewable energies with priority grid access are burdening its neighbour countries. The divergence of national energy concepts is not adequately addressed on the European level.

Reliable energy supply at competitive prices is an indispensable prerequisite for strengthening Europe as an industrial base and for ensuring the competitiveness of European companies on the global markets. Therefore, Germany and France must guarantee that the EU-transformation policy towards a low-carbon energy supply

neither impairs a stable supply of energy, nor jeopardizes the economic strength of its industry through excessively high energy costs.

The wide range of targets and instruments for 2020 energy and climate goals should be revised fundamentally. The effects of climate policy objectives can only be efficient if they link economic and ecological aspects, provide incentives for cost-efficient solutions and do not overburden individual and particularly price-sensitive sectors.

A Franco-German axis of convergence would help to reorient European policy on low CO₂ emissions, reliable and affordable energy, taking into account the economic situation of suppliers, consumers and related industries.

Fields of action

- 1. A complete opening of both the French and German power markets is required by European law and will be a strong signal for further modernization and integration of the European market.*
- 2. Duties and taxes on energy must be reduced and harmonized. Germany and France should establish themselves as a globally competitive price zone for industrially used power in Europe.*
- 3. Closer physical ties (interconnections) of the two markets on the basis of the Ten Year Network Development Plan (ENTSO-E) must be advanced.*
- 4. Both countries should support a common energy storage programme, both for gas and electricity, proposed and implemented by energy companies.*
- 5. Europe should work on industrial skills and a political framework for the unconventional gas sector to promote a common European solution for the challenges implied by the exploitation of this type of energy.*
- 6. Both countries should promote industrial networks in the sector of new energies, thus creating strong clusters of small and medium-sized enterprises (SMEs) as well as allowing for the rise of European champions.*
- 7. The German and French energy transitions have to plan for an energy system that does not depend on energy imports from neighbouring countries or destabilizes their grids by unwanted transfers.*

Trade and investment policy

A competitive Europe must have a strong interest in free access to markets and unrestricted trade. Thus, the opening of markets, the reduction of tariffs and non-tariff barriers, the liberalization of access to public procurement and private investment, as

well as the international harmonization of standards and regulations, must be prime objectives of European trade policy.

The current bilateral negotiations between the EU and India and Japan, the forthcoming negotiations between the EU and the US about a free-trade agreement, and the next WTO negotiation period create a context in which such reflection on our overall international business strategy becomes both relevant and urgent. Furthermore, unresolved or pending issues, such as access to raw materials (in particular sensitive ones) for European enterprises in third party countries, have to be discussed in the near future at European and multilateral levels. An initiative led by France and Germany could help set up a profitable strategy for European businesses.

Fields of action

8. *France and Germany should develop a shared vision for a European Union business policy that supports the World Trade Organization (WTO), remains committed to multilateral trade liberalization (for example by concluding the negotiations on trade facilitation) and improves access to emerging markets.*
9. *France and Germany should coordinate their efforts concerning the following issues: update of the EU Raw Materials Strategy; revision of EU Directive on Transparency, Accountability and Compatibility; trade of raw materials and minerals from conflict zones; trade policy against access restrictions to sources of raw materials.*
10. *Both countries should develop joint proposals for the EU trade policy, especially towards an ambitious and comprehensive trade and investment partnership with the US that is based on an offensive approach covering all economic sectors and in particular the following issues: standards and regulation, public procurement, trade facilitation, financial services, elimination of an extraterritorial approach; free access to Foreign Direct Investment (FDI) and better investment protection.*
11. *France and Germany should reject a further tightening of EU/OECD-specific rules for European companies. This would further distort competition with companies from non-EU/OECD countries.*
12. *Both countries should insist on a gradual and conditional approach in the negotiations of a free-trade agreement with Japan focused on non-tariff restrictions.*

Company financing and financial market regulation

The financial market crisis has exposed serious weaknesses in the regulatory framework of the financial system. Regulation, however, must be appropriate. To avoid competitive disadvantages for European companies it is essential to converge towards global regulations. With the forthcoming implementation of the ambitious Basel III and Solvency II standards, as well as projects regarding further tightened regulation for the banking sector, it has become imperative to find new and innovative ways to ensure efficient financing of business development, in particular in Europe. France and Germany should be in the driving seat on the matter, taking the lead in the elaboration of proposals.

Fields of action

- 13. France and Germany should undertake a comprehensive study of the cumulative macroeconomic effects of Basel III and Solvency II and all of the new financial regulations on the financing of business.*
- 14. Both countries should propose a re-calibration of the capital requirements of investments by insurers in asset-backed securities, in shares and real estate.*
- 15. The universal banking system in the EU that provides companies with comprehensive and cost-effective financial solutions in a “one-stop-shop” must be maintained.*
- 16. The accounting and prudential regulations should be reformed in order to take into account the specificities of long-term investors.*
- 17. France and Germany should advance the EU's influence within the International Accounting Standards Board (IASB), establishing a review mechanism of its output and developing standards that meet the needs of the real economy.*

Competition policy

Focusing a European growth initiative on industry and industry-related services implies that Europe must adopt a stronger stance towards global markets and globalization. Competition policy must therefore take into account the international environment that is undergoing profound changes. Increasingly, global markets are not only characterized by competition between private companies, but also between economies as investment locations and as export nations. International operators are emerging in economic zones that are not subject to the same regulatory restrictions concerning competition or the guidelines on state aid. With or without direct or

indirect state support, companies from emerging countries can become key players in European markets. Taking into account the relevant level playing field of the market – of its dynamics rather than its static definition – could highlight the globalization of markets and the speed of their development.

Fields of action

18. *Europe must enlarge its perception of pertinent markets and, from the start, consider the relevancy of global markets (instead of European, national or local markets).*
19. *The capability of non-European potential competitors to challenge the market positions in Europe should be taken into account when the impact of mergers of European companies is assessed.*
20. *The assessment period for the potential entry of competitors and the duration in the examination of efficiency gains resulting from company concentration should be extended.*
21. *France and Germany should review the European Commission's general framework of state aid, including the possibility to recalibrate the state aid threshold, under which no notification to the Commission is necessary.*
22. *The European Union should refrain from introducing new legislative proposals that are detrimental to investments, such as European competition "class actions".*
23. *Anticompetitive behaviour must be dealt with severely, while procompetitive behaviour must be promoted. Competition authorities should actively encourage effective compliance efforts by companies, for example, by a possible reduction in fines.*

Budgetary and fiscal policies

Fiscal deficits and growing debt ratios are two of the main causes of the financial and economic crisis the Euro and the Eurozone countries went through in 2011 and 2012. In the short and medium term, recovery of the Eurozone can only be achieved through full implementation of the Treaty on Stability, Cooperation and Governance (TSCG), and budgetary discipline. The efficiency of public spending must be put under close scrutiny at all times. The offering of public services must be put in competition with private sector initiatives and proposals.

In the longer term, however, more ambitious policy objectives, aimed at designing a more economically and financially integrated Europe, have to be set up: among those objectives, fiscal convergence among European, or at least Eurozone, countries, is a

complex but highly necessary task that needs to be tackled as a matter of priority. France and Germany should take the lead in this endeavour and provide an example for the rest of the Union. Franco-German convergence must include structural reforms, avoid additional burdening of capital and other production factors, and improve efficiency of public spending. This exercise should focus primarily on reducing the tax burden, which today, in comparison with other countries, hampers companies' profitability and development.

Fields of action

- 24. Implement and strictly adhere to the TSCG, which represents a breakthrough in terms of management of national fiscal policies.*
- 25. Make it a priority to reduce public spending in France and Germany: public spending and regulation must favour growth-generating investments. Enhancement of Public Private Partnerships (PPP) can increase efficiency significantly in the field of traffic route engineering.*
- 26. The recommendations made by the Commission concerning national reform programmes should be subject to enforceable contractual agreements.*
- 27. France and Germany should define fiscal convergence goals between them over the next three years. Both governments should reduce taxes imposed on production factors, such as energy, raw materials or labour. Taxation must focus on earned income instead of capital and substance.*
- 28. Equally crucial is a common and flexible group taxation system. It must ensure international compatibility without inhibiting partnerships.*

Innovation policy

From a macro-economic perspective, public funding of new technologies should aim to increase value creation. Within a context of global innovation, Europe has to set up a long-term financing framework for innovation, protect intellectual property and support adequate measures on cyber security. In fact, innovation is no longer the exclusive reserve of a few OECD countries. The intensification of international competition in research and development obliges European countries to adapt accordingly and to take immediate and decisive action, while revealing their shared interests.

If the future eighth European Framework Programme for research and innovation – “Horizon 2020” – intends to increase the competitiveness of the European economy sustainably, the programme must reverse the trend in terms of business participation. While almost 40 per cent of the resources in the fourth Framework Programme in the mid-1990s were granted to companies, in the current seventh Framework

Programme this proportion has dropped to less than 25 per cent. Only with a reasonable balance between science and business will research create the jobs and growth that Europe needs today.

Fields of action

29. *The Commission should urge each member state to set up a Research Tax Credit system. The French decision to implement this measure is an important attainment.*
30. *France and Germany should increase industry participation in EU-funding for research and innovation, for example by creating a fast-track instrument in the "Horizon 2020" that gets ideas from industry quickly to the decision-making stage of allocating subsidies. They also need to reinforce the risk capital structures in the financing of innovation.*
31. *Both countries should take further measures to defend and promote European intellectual property, while the competition in research and development is intensifying and patents are becoming major economic assets.*
32. *Innovative breakthrough programmes proposed by companies should be supported. These programmes could be implemented, for instance, through a fiscal framework in favour of start-ups.*

In addition, labour market reforms are crucial for improving competitiveness. They are also, however, deeply intertwined with social issues. Both have been addressed in the joint declaration of the *Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände* (BDA), *Bundesverband der Deutschen Industrie* (BDI) and *Mouvement des entreprises de France* (MEdeF) on the occasion of the 50th anniversary of the Elysée Treaty, but transcend the mandate of this working group. In a general context, it can be stated that in a number of Member States the transition of young people from education to the labour market is difficult. At the same time, the shortage of skilled labour in our countries and demographic changes make it more important than ever to tap into the full potential of the working age population. There is international evidence that countries that have introduced both structural reforms reducing labour market rigidities and quality apprenticeship systems are more successful in integrating young people into the labour market. On this basis the future Franco-German working group of the social partners is expected to develop a reform agenda.